



LE BATEAU COULE... ET ALORS ?

Bienvenue dans le monde merveilleux du milieu ouvert (MO) au SPIP d'Aix-en-Provence. Lors de votre séjour, vous pourrez profiter d'un cadre de travail unique.

Vous admirerez des locaux en dégradation constante, laissés à l'abandon en raison d'un déménagement sans cesse repoussé.

Vous apprécierez sa facilité d'accès avec des places de parking réduites à peau de chagrin où dorénavant seuls les 6 véhicules de service ont droit à un minimum de considération (il reste 4 cartes pour 27 agents).

Vous participerez dans la joie et la bonne humeur à ses réunions d'antenne riches, organisées par un Tour operator manager dépassé par les événements et obsédé par son plan de voyage (ou de carrière, c'est selon). Des réunions d'antenne si attractives qu'elles sont désertées par tous (4 CPIP à la dernière), bien conscients qu'elles ne servent qu'à justifier la soif promotionnelle de notre Tour operator. Ce capitaine fantôme ne supporte pas les vagues... Et nous donne le mal de mer.

Lors de votre croisière, vous aimerez un management sans pareil, fondé sur un principe fondamental : l'absence totale de décision et de prévision.

Est-ce trop demander d'anticiper la gestion d'un problème dont on sait l'imminence prochaine ? Quid de l'organisation du service depuis la suppression d'un véhicule suite à un accident de la circulation survenu le 03/03/2015 ? Faut-il s'adonner à la genuflexion pour mettre en œuvre des groupes de travail, notamment sur la surveillance électronique (sollicité depuis plus de deux ans) ? Pourra-t-on un jour caresser l'espoir que notre travail quotidien soit apprécié à sa juste valeur par une évaluation hiérarchique annuelle pourtant parfaitement obligatoire (des années de retard pour certains) ? Une évaluation dans laquelle nous pourrions fixer avec la hiérarchie, contre vents et marées, une politique de service clairement définie avec des objectifs réalisables à atteindre... Le rêve...

Pour l'heure, on navigue à vue. Au dessus de nous, à défaut de phare, c'est une girouette qui nous sert de guide.

Enfin, vous tomberez sous le charme du petit personnel de service, besogneux, corvéable et malléable à volonté, cumulant un excédent de dossiers hallucinant (140 suivis en moyenne pour 1 ETP, à peine moins pour un temps partiel). Vous serez charmé par cette capacité à absorber une charge de travail indécente et des tâches indues, au regard du cruel manque de considération salariale, le point d'indice pour les fonctionnaires étant gelé jusqu'en 2017.

Cette charge de travail est réelle car sont sortis de nos effectifs : détenus, incidents, suivis administratifs, PSE de moins de 4 mois (suivis par les surveillants) et une vingtaine de dossiers suivis par le DPIP MO.

D'ailleurs comment comprendre qu'on laisse un DPIP, pourtant garant de la bonne organisation du service, avoir en charge des suivis au détriment bien évidemment de la mission essentielle de gestion des ressources humaines...

LE BATEAU COULE... Et alors ? Si on ramait plus fort ?

Voilà qu'aujourd'hui, échange de bons procédés entre amis en haut lieu, on déplace comme des pions les personnels administratifs.

Nous savons depuis des mois que le PA du CD de Salon-de-Provence mis à disposition par le Directeur réintègrera l'organigramme de l'établissement (dont ne fait pas partie le SPIP). Nous savons que le PA du CP de Luynes est muté sur un poste au Tribunal à compter du 20/02/2015. A des fins solidaires (histoire de bien nous faire culpabiliser), la hiérarchie réquisitionne deux personnels administratifs du milieu ouvert pour pallier les absences en milieu fermé. Si nous pouvons comprendre les besoins de nos collègues nous ne pouvons accepter que ce soit au détriment de notre organisation de service, puisque l'accueil est désormais assuré par tous les personnels confondus et que les priorités du seul PA restant ne sont toujours pas fixées (1=3 ?).

A force de déshabiller Pierre pour habiller le grelottant Paul, on commence nous aussi à ressentir la morsure du froid.

Le service tourne tant bien que mal grâce au professionnalisme de ses agents, pourtant remis régulièrement en question par le DFSPIP 13. Les JAP et les partenaires connaissent les difficultés par notre intermédiaire, elles ne ressortent vraisemblablement pas des réunions avec nos cadres.

L'affiche est belle, les objectifs atteints, les primes qui vont avec encaissées... Sur le dos d'une équipe qui est épuiée, désabusée. C'est de la maltraitance institutionnelle !

STOP, la coupe de champagne dont s'abreuve allègrement notre hiérarchie est pleine !! Réunie en Assemblée générale, l'équipe (CPIP, PA et PS, syndiqués ou non), a décidé :

- le boycott des réunions d'antenne (la réflexion est en cours pour les réunions de service)
- la fin de prise en charge de l'accueil (sauf PA restant)
- le principe du suivi des SME à 3 mois

Concernant la prise en charge à trois mois, nous rappelons que cette position a été adoptée par le MO de Marseille en janvier 2015, validée par le DFSPIP et le DI (cf compte rendu de réunion d'antenne).

Nous ne sommes pas satisfaits de ce mode de fonctionnement bancal. Néanmoins, nous ne pouvons faire autrement dès lors que tous les dossiers sont affectés (refus d'un numérisé clausus). Qui plus est, chaque agent demeure libre de convoquer la PPSMJ à la fréquence qu'il estimera adaptée.

Ce tract sera diffusé massivement (SAP, partenaires, presse...)

A Aix-en-Provence, le 23/03/2015